

*Version de travail*

## Loi modifiant la loi sur les eaux

*du ...*

---

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –

Modifié(s): **812.1**

Abrogé(s): –

---

*[Auteur]*

Vu la loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux (LEaux) et son ordonnance d'exécution du 28 octobre 1998 (OEaux);

Vu la loi fédérale du 21 juin 1991 sur l'aménagement des cours d'eau (LACE) et son ordonnance d'exécution du 2 novembre 1994 (OACE);

Vu les articles 71 al. 1, 73 al. 1 et 2, 75 et 77 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004;

Vu le message du Conseil d'Etat du 7 juillet 2009;

*arrête:*

### I.

L'acte RSF [812.1](#) (Loi sur les eaux (LCEaux), du 18.12.2009) est modifié comme il suit:

**Art. 25 al. 3** (*modifié*), **al. 3<sup>a</sup>** (*nouveau*)

<sup>3</sup> Une limite de construction est définie pour les cours d'eau sous tuyau pour lesquels aucun espace réservé aux eaux n'a été délimité. La limite est de 4 mètres minimum de part et d'autre de l'axe du tuyau.

<sup>3a</sup> Une limite de construction d'en principe 4 mètres à la limite de l'espace réservé aux eaux peut être définie par les communes.

**Art. 47 al. 2** (*modifié*)

<sup>2</sup> En dérogation à l'article 23 al. 1 de la loi du 17 novembre 1999 sur les subventions (LSub), le montant total des subventions peut atteindre 95% des dépenses subventionnables.

**Art. 49 al. 1**

Subventions complémentaires – pour les travaux d'aménagement ou d'entretien (*titre médian modifié*)

<sup>1</sup> Une subvention complémentaire peut être accordée :

- a) (*modifié*) pour les travaux d'aménagement intégrant particulièrement la biodiversité, le climat et la gestion des risques et les aspects socio-économiques ;

**II.**

*Aucune modification d'actes dans cette partie.*

**III.**

*Aucune abrogation d'actes dans cette partie.*

**IV.**

[Clauses finales]

[Signatures]

La présente loi est soumise au référendum législatif facultatif.  
Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.